

Quelques tactiques non-violentes

Normand Beaudet

Number 806, January–February 2020

La non-violence en action

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/92511ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (print)

1929-3097 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Beaudet, N. (2020). Quelques tactiques non-violentes. *Relations*, (806), 18–19.

Il s'agit de transformer le système en profondeur, avec les gens et pour les gens. Ce qu'on cherche à travers la stratégie non-violente, c'est une force capable à la fois de lutter contre un système destructeur et de le neutraliser, et de construire tout ce qui est nécessaire pour le remplacer.

L'articulation entre alternatives et actions non-violentes est au cœur de l'approche des mouvements parallèles – Alternatiba et ANV-COP21 – que vous avez cofondés. Pourquoi?

J. P.: Le défi aujourd'hui c'est de sortir d'un mode de vie qui n'est absolument pas soutenable écologiquement, mais dont nous sommes dépendants. Si plein de gens utilisent leur voiture, ce n'est pas forcément par passion, c'est aussi parce qu'ils en ont besoin dans les conditions actuelles; idem pour ceux qui vont dans les centres commerciaux,

etc. Alors comment on transforme tout ça? Bien sûr, il faut s'attaquer au capitalisme, aux multinationales, etc., mais le développement des alternatives est aussi fondamental dans une stratégie non-violente – ce que Gandhi appelait le programme constructif, qui consiste à mettre en œuvre avec nos propres moyens, directement depuis la base, les solutions qu'on préconise.

Le boycott du tissu industriel indo-britannique – un des piliers économiques de l'Empire britannique – nécessitait que les Indiens réapprennent et se réapproprient les moyens traditionnels de fabrication artisanale qui étaient tombés en désuétude. Un autre exemple est celui du long boycott des bus à Montgomery aux États-Unis, en 1955-1956, qui a poussé une compagnie de bus au bord de la faillite et l'a ainsi contrainte à abandonner sa politique de ségrégation raciale. Or, ce boycott a nécessité l'organisation d'alternatives efficaces: par exemple, des chauffeurs de taxi noirs acceptaient

QUELQUES TACTIQUES NON-VIOLENTES

Normand Beaudet

L'auteur est un des membres fondateurs du Centre de ressources sur la non-violence

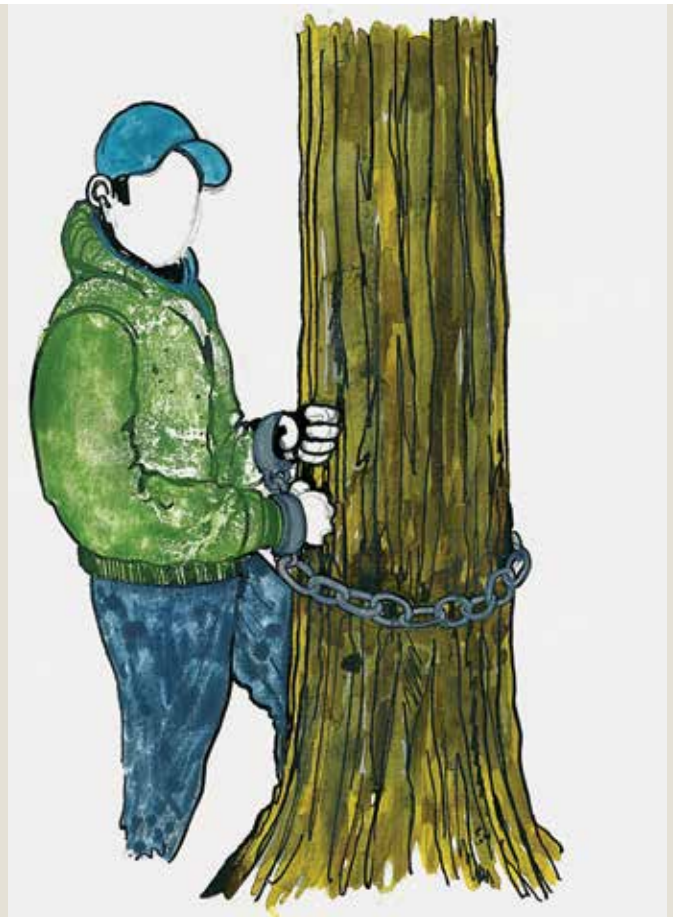
La non-coopération

Le pouvoir des dirigeants se limite souvent à celui que la population leur concède. Pour cette raison, ceux-ci doivent pouvoir compter sur des personnes qui organisent la subordination et la coopération de la population. Il importe donc de fragiliser ce soutien par l'action populaire non-violente, et la non-coopération est l'un des grands moyens d'y arriver.

La non-coopération est souvent invisible; elle n'est pas nécessairement dans la rue. C'est une action de corrosion graduelle des mécanismes de fonctionnement de la sphère administrative ou politique d'une structure de pouvoir (par exemple, des grèves: tournante, perlée, surprise, de zèle, etc.). Elle peut viser l'action d'un corps policier (refuser de se disperser, par exemple), d'une institution publique (par l'inefficacité délibérée des employés, par exemple) ou même d'un gouvernement (refuser de payer ses impôts, par exemple). Ces tactiques de lutte ont été utilisées tout au long de l'histoire pour contrer l'établissement et le maintien de pouvoirs illégitimes.

Le boycott

Le boycott vise à faire subir une perte économique à une entreprise ou à un État et à nuire à sa réputation, et ce, suffisamment pour l'obliger à céder face aux revendications citoyennes. Ces pressions économiques et sociales s'accompagnent d'un autre levier important: une campagne d'information et de sensibilisation.



Étienne Prud'homme, *L'arbre*, 2019, aquarelle et encre de Chine, 18 x 25,5 cm

Quelques exemples: le boycott nord-américain des raisins de Californie, organisé par les travailleurs agricoles d'origine mexicaine exploités dans les années 1970, qui a mené à l'amélioration de leurs conditions de travail; le boycott des produits d'Afrique du Sud, qui a contribué à la fin du régime d'apartheid; la campagne Boycott, désinvestissement et sanctions contre Israël (BDS). Celle-ci vise à faire

les passagers noirs au tarif du bus alors que les blancs continuaient de payer le tarif normal; ils organisaient des taxis collectifs et ils ont même réussi à organiser certaines lignes de bus par leurs propres moyens. La non-coopération – arrêter de coopérer avec le système soit en désobéissant aux lois, soit en arrêtant de consommer un produit, etc. – est à mes yeux la forme d’action non-violente la plus puissante. Mais c’est aussi la plus exigeante, car elle nécessite d’être développée massivement et en complément d’alternatives qui doivent être elles aussi massives.

C’est dans cette optique que nous avons fondé Alternatiba en amont de la Conférence de l’ONU sur le climat (COP21) à Paris en 2015, en faisant converger plein de secteurs qui développaient des alternatives (alimentation, transport, énergie, etc.) sur leurs territoires. Ce mouvement s’applique à montrer que le monde qui se construit grâce à ces alternatives est beaucoup plus désirable et porteur de

sens que celui dans lequel on vit aujourd’hui. ANV-COP21 s’est créé un peu plus tard dans l’optique de mener des actions de désobéissance civile pour s’opposer aux projets et aux politiques climaticides. Aujourd’hui, ces deux mouvements sont jumelés: ils constituent les deux piliers sur lesquels nous essayons de construire une stratégie non-violente complète.

Comment ce choix revendiqué de la non-violence a-t-il été reçu?

J. P.: Le pouvoir cherche régulièrement à faire passer les mouvements d’opposition pour des mouvements violents, afin de mieux les réprimer et les discréditer. C’est donc important pour nous de ne pas tomber dans ce piège. Nous annonçons donc très clairement que nos actions sont non-violentes, mais aussi déterminées. Nous assumons

pression sur le gouvernement israélien pour qu’il mette fin à l’occupation et à la colonisation des territoires palestiniens et reconnaissent les droits fondamentaux des Palestiniens d’Israël à une pleine égalité. En plus du boycott des produits israéliens, la campagne fait pression sur les artistes et intellectuels pour qu’ils refusent de se rendre en Israël jusqu’à ce que le gouvernement israélien cesse ses violations de droits humains et de droits internationaux. Au Québec, des pressions sont actuellement faites sur la chanteuse Céline Dion pour qu’elle annule ses concerts prévus à Tel Aviv, en août 2020.

La désobéissance civile

La désobéissance civile est l’un des grands axes autour desquels l’action non-violente s’organise. Les citoyens qui y participent jugent que les actions légales ne suffisent plus à convaincre les dirigeants d’agir de façon juste. Ils commettent ainsi un acte illégal pour faire prendre conscience d’une loi ou d’une situation injuste et dénoncer celle-ci. Les risques de répression, d’arrestation et de procès participent à la réalisation de ces objectifs.

Une action aux lourdes conséquences a été posée le 5 avril 2018. Sept militants catholiques américains (trois femmes et quatre hommes, dont un jésuite) du mouvement Plowshares – nom faisant référence à un verset du livre d’Isaïe: «ils briseront leurs épées pour en faire des socs (*plowshares*)» – sont entrés sur la base navale de Kings Bay, en Géorgie, port d’attache des sous-marins à propulsion nucléaire Trident. Ils ont endommagé au marteau une statue représentant un missile, versé du sang humain et brandi une bannière dénonçant le danger des armes nucléaires pour la survie de l’humanité. Reconnus coupables le 24 octobre dernier, ils sont passibles d’une peine de 20 ans de prison. Leur geste leur vaut de nombreux appuis à travers le monde, faisant connaître leur courage, l’importance et la justesse de leur cause.

Blocage et occupation

Le blocage est une forme de désobéissance civile. Le principe est simple: occuper un espace donné (rue, chantier, centre administratif, etc.) pour en empêcher le fonctionnement normal. Cette action directe est souvent accompagnée d’une forme de théâtralité qui frappe l’imaginaire des gens afin d’accroître la portée du message. Un exemple probant est le *die-in* (tapis humain formé de personnes couchées à terre), qui sert à dramatiser l’impact mortel d’une activité de l’État ou d’une entreprise. Il est souvent utilisé, entre autres pour les enjeux de guerres et, récemment, pour les enjeux climatiques par des groupes comme Greenpeace et Extinction Rébellion. Le blocage de routes et de chantiers contre les oléoducs a aussi été pratiqué en force ces dernières années. Au Québec et au Canada, la tactique des barricades est régulièrement utilisée par les nations autochtones pour obstruer le passage dans leurs communautés afin de protester contre l’exploitation de ressources – non voulue ou sans retombée économique et sociale pour elles – sur leur territoire ou pour revendiquer des droits territoriaux.

L’occupation est aussi une forme courante d’obstruction citoyenne, souvent pratiquée par le FRAPRU, notamment. Elle dure généralement de quelques heures à plusieurs jours et permet d’attirer l’attention sur un enjeu. Parfois, elle se transforme en squat à long terme pour revendiquer le droit au logement ou s’opposer à l’exploitation d’une ressource, à un site militaire, etc. Depuis longtemps au Québec, cette tactique est utilisée par les mouvements sociaux et étudiants, visant des bureaux d’institutions et de politiciens, ou encore des banques.